

ARCELOR MITTAL ANNABA

Rien ne va plus au complexe d'El-Hadjar

Depuis quelques jours, d'après négociations sont menées par les syndicalistes du complexe sidérurgique Arcelor Mittal d'El Hadjar et la direction générale du leader mondial de l'acier.

Les négociations butent sur la réévaluation des salaires et autres indemnités, un des points que les représentants des quelque 9 000 travailleurs ont inscrits sur le pacte de trêve sociale signé par les deux parties au courant de l'année 2006. «Je ne peux donner suite à cette revendication, compte tenu de la crise financière à laquelle est confronté le groupe. Du fait aussi que pareille décision de réévaluation, si elle venait à être appliquée, risquerait de faire un effet boule de neige à travers toutes les filiales du groupe dans le monde», avait répondu à ses interlocuteurs syndicalistes M. Bousquet, directeur général.

Selon des sources proches de la direction Arcelor Mittal, des instructions fermes auraient été données à Bernard Bousquet. Elles portent sur le rejet, dans le fond et la forme, des 11 points contenus dans la plateforme du pacte portant trêve sociale conclue entre les deux parties en 2006 pour une durée de trois années. Ce qui expliquerait l'intransigeance de l'employeur à rester sourd aux

tentatives des syndicalistes à l'amener à respecter les engagements qu'il a signés. Son argumentaire «effet boule de neige», qu'une décision de révision à la hausse des salaires et des indemnités générerait, est battu en brèche par Aïssa Menadi, l'ancien secrétaire général et actuellement membre du bureau syndical de la société. Ce dernier a, en effet, rejeté l'argument. Il a estimé que comparativement aux 310 000 employés du numéro un mondial de la sidérurgie dont le dispositif industriel est implanté dans plus de 60 pays, les travailleurs algériens perçoivent les plus bas salaires. «Un tel argument ne tient pas la route.

M. Bousquet n'avait rien d'autres à avancer pour justifier son rejet de la révision à la hausse des salaires qu'il s'était pourtant engagé à réaliser. Ce qui n'est pas notre cas puisque durant ces trois dernières années, notre production et notre chiffre d'affaires ont augmenté en conformité avec la planification annuellement établie par notre employeur», a-t-il affir-

mé. L'ancien secrétaire général aujourd'hui député, a précisé que les salaires des sidérurgistes algériens sont les plus bas au monde. «Pour parler effet boule de neige, il faudrait que nous soyons, en termes de salaire mensuel, au même niveau que les autres travailleurs du groupe à travers le monde.»

Rappelons, dans ce contexte, qu'Arcelor Mittal a évalué à 80 000 dollars/mois la masse salariale versée à ses... 9 000 travailleurs algériens. L'autre argument avancé par les syndicalistes porte sur la forte demande des produits sidérurgiques qui, malgré la crise économique mondiale, persiste toujours sur le marché algérien. Le fait de ne pas être arrivé à un consensus entre les deux partenaires à l'issue des négociations marathoniennes de ce dernier dimanche est un risque que le directeur général de Arcelor Mittal Annaba ne semble pas avoir apprécié à sa juste valeur.

Les syndicalistes envisagent, en effet, d'engager un bras de fer. Ce dernier pourrait être entamé dans les prochains jours avec la paralysie totale du complexe par une grève illimitée. C'est, en tous les cas, ce qui ressort

des déclarations de la majorité des membres du bureau syndical qui se disent avoir été floués. D'autant, ont-ils soutenu, que les actionnaires du groupe ont retiré, ces trois dernières années, des bénéfices conséquents grâce aux efforts des travailleurs.

Des efforts allant dans le sens de la déclaration faite courant 2008 par Lakshmi N. Mittal le big-boss de la société. Il avait commenté son plan de croissance annuel de 3 à 5 % : «Pour l'essentiel, cette croissance prendra sa source dans les activités à bas coût du groupe sur les marchés émergents, en particulier en Amérique latine, en Afrique, en Europe de l'Est et dans la Communauté des Etats indépendants.»

Pour les syndicalistes, les effets de la crise économique qui persiste toujours à travers le monde ne sont pas à prendre en considération en ce qui concerne Arcelor Mittal Algérie, dont le chiffre d'affaires est toujours en hausse. C'est dire que rien ne va plus au complexe sidérurgique d'El-Hadjar. La crise de confiance s'installe entre les deux partenaires. Elle pourrait s'étaler dans le temps dans les relations employeur/syndicat.

A. Djabali

ALORS QUE 5 ENTREPRISES BÉNÉFICIENT DE 25 % DES CRÉDITS ACCORDÉS AU SECTEUR PRIVÉ

Grave crise de surendettement des ménages en perspective

«L'Algérie risque de connaître une grave crise de surendettement des ménages dans quelques années», a averti Malek Serrai, expert économique et consultant international. Intervenant hier au forum d'El Moudjahid sur «l'apport du secteur privé dans les programmes économiques nationaux», l'expert explique que cette crise résultera de la politique actuelle d'octroi de crédits aux ménages, qui permet à une seule personne de bénéficier de plusieurs crédits à la fois (achat de voiture, logement, appareils électroménagers...). Une procédure qui finit, à terme, par étouffer les bénéficiaires incapables de rembourser leurs dettes et les banques de récupérer leurs créances.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Cette crise de surendettement, semblable, à quelques différences près, à celle qu'ont connue les Etats-Unis en 2008, touchera, selon Malek Serrai, «plusieurs dizaines de milliers de familles et plus particulièrement les jeunes ménages».

Se basant sur les résultats d'une enquête réalisée récemment, l'expert économique soutient que «38 % des jeunes ayant bénéficié de crédits bancaires sont incapables de rembourser leurs dettes».

S'étalant sur les dysfonctionnement relevés dans la distribution des moyens financiers de l'Etat, le conférencier affirme que «25 % des crédits accordés par les pouvoirs

publics au secteur privé sont allés à cinq entreprises qui détiennent le monopole notamment dans l'agroalimentaire, au moment où 3 millions de jeunes investisseurs attendent un hypothétique microcrédit pour monter leurs projets».

Un traitement de faveur obéissant à des considérations «politiques et népotiques», au profit d'une minorité susceptible, à en croire l'expert, de «créer des problèmes d'ordre sécuritaire».

Malek Serrai critiquera «le silence de la Banque centrale sur les gros crédits qui sortent et leur distribution». «Ce n'est qu'après l'éclatement de scandales ça et là que l'on apprend que tant d'argent a

été donné à telle ou telle autre entreprise», déplore-t-il. Et, en guise de solution, l'expert consultant évoque «l'ouverture d'un dialogue entre les décideurs et les économistes en vue de revoir le système d'octroi de crédits et la distribution des moyens financiers de l'Etat, mais surtout de rationaliser cette distribution en fonction de la solvabilité du demandeur».

5 milliards de dollars d'importations superflues

Revenant au thème principal de la rencontre, Malek Serrai a souligné les efforts du secteur privé dans l'économie nationale à travers différents domaines d'activité tels que le BTPH, l'agriculture, les PME-PMI, la pharmacie, la santé et le tourisme. Néanmoins, il a considéré que l'ouverture du marché à quelque peu «tué l'industrie nationale comme les textiles et l'agroalimentaire». «Chaque année, l'Algérie débourse pour l'équivalent de 5 milliards de dollars en importations superflues», note-t-il. Il citera l'exemple de la tomate industrielle que l'Algérie continue d'importer, mettant en péril les produc-

teurs nationaux et les unités de transformation du pays, victimes d'un lobby d'importateurs». «Il faut stopper cela, car il y a mille et une manières de protéger les intérêts des producteurs nationaux», note encore l'invité du forum. Et la promotion de l'industrie privée algérienne passe également, selon lui, par la valorisation des jeunes compétences nationales et, accessoirement, par le retour au week-end universel qui fait perdre à l'Algérie entre «1,5 à 2 milliards de dollars annuellement».

Pour sa part, Mustapha Mekidèche, vice-président du Cnes, a estimé que «le tissu industriel privé algérien reste insuffisant par rapport au potentiel que peut développer ce secteur et par rapport aux besoins du pays, et ce, en dépit de la hausse de sa part dans le PIB».

Pour Mustapha Mekidèche, «la facilitation de l'accès aux crédits bancaires et aux fonciers industriels demeure les deux problématiques essentielles auxquelles il faut trouver des solutions».

L. M.

COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE

Création d'un fonds commun de soutien aux investissements

Les nouvelles dispositions, prises récemment par le gouvernement en matière d'investissements, obligeant les groupes étrangers à s'associer à des entreprises algériennes pour investir en Algérie en leur interdisant de posséder plus de 49 % des actions dans leurs projets, considérées contraignantes par les investisseurs étrangers, commencent finalement à engendrer des répercussions plus ou moins positives sur la coopération entre l'Algérie et ses partenaires.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Ce sont les Allemands qui inaugurent cette nouvelle politique, en décidant de créer un fonds de soutien aux investissements algéro-allemands. Cette décision a été rendue publique hier par le ministre allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, M. Segmar Gabriel, en visite en Algérie depuis lundi passé et qui a présidé l'ouverture des travaux de la conférence sur la coopération algéro-allemande dans le secteur de l'eau.

Animant une conférence de presse à l'occasion de cet événement, le ministre allemand a précisé que ce fonds, qui sera cofinancé par les deux pays, pour des projets en partenariat, sera coordonné par des experts des deux pays qui vont débattre les modalités d'installation de ce nouveau dispositif de financement.

En effet, le projet est encore en maturation et doit être peaufiné avant sa mise en place. Les discussions seront élargies lors de cette visite du ministre allemand. Répondant à une question relative à l'importance des investissements allemands dans notre pays, l'hôte du ministère des Ressources en eaux a qualifié le climat des affaires en Algérie de très stable. «Le gouvernement algérien a beaucoup fait pour améliorer le climat de sécurité pour les affaires et les entreprises étrangères.

La situation économique a énormément progressé», a-t-il reconnu. Néanmoins, le ministre ne fait pas l'impasse, lors de son intervention, sur les obstacles rencontrés par les investisseurs allemands en Algérie. Il rappelle que ces problèmes seront au cœur des discussions qu'il aura avec ses homologues algériens, expliquant que les investisseurs étrangers en général, allemands en particulier, «ont besoin de trouver des conditions fiables, des procédures administratives pas trop longues et des pratiques souples». Il a insisté, en effet, sur l'importance du respect des délais et des procédures administratives, qui semble une règle intransigeante pour les investisseurs allemands. «Actuellement, nous sensibilisons les investisseurs allemands sur les opportunités d'investissements en Algérie. Il y a des projets importants auxquels nous voulons participer», avoue-t-il, montrant un intérêt particulier pour le transfert du savoir-faire dans les domaines techniques, administratifs et la formation.

Interrogé par ailleurs sur l'éventualité de placer le gaz algérien comme alternative au gaz de Russie, pays avec lequel l'Europe, en ce moment, connaît de sensibles divergences, le ministre déclare que «l'approvisionnement en gaz algérien est un complément, mais ne peut pas être une alternative».

R. M.